



SÉTIF, COMMÉMORATION DU 8 MAI 1945 : EMMANUEL MACRON PIÉTINE LES MORTS FRANÇAIS ET SE SOUMET AU MENSONGE D'ÉTAT ALGÉRIEN

En envoyant Madame Alice Rufo, ministre déléguée aux Armées et aux Anciens combattants, participer aux cérémonies de Sétif, Emmanuel Macron a une nouvelle fois choisi d'avaliser le récit mémoriel imposé par le régime algérien.

Par cette présence officielle, la France cautionne implicitement le chiffre devenu dogme de « 45 000 morts algériens » lors des événements de mai 1945, alors même qu'aucun travail historique sérieux ne l'a jamais confirmé.

Une fois encore, le pouvoir français s'aligne sur une version unilatérale de l'Histoire fondée sur l'exagération, la victimisation sélective et l'effacement volontaire des victimes françaises.

Car ce que le régime algérien refuse de rappeler — et que le président Macron choisit lui aussi de taire — ce sont les massacres commis à Sétif, Guelma et dans les campagnes environnantes contre des civils européens et des musulmans restés fidèles à la France.

Le 8 mai 1945, alors que la France célébrait la victoire contre le nazisme, des groupes nationalistes transformèrent les manifestations en émeutes insurrectionnelles d'une extrême violence. Hommes, femmes et enfants furent assassinés dans des conditions atroces. Au total, 108 civils européens furent massacrés parce qu'ils étaient français ou considérés comme tels.

Depuis quatre-vingts ans, la propagande indépendantiste puis étatique algérienne s'emploie à faire disparaître ces victimes de l'Histoire afin de ne retenir qu'un récit exclusivement accusatoire contre la France.

Personne ne conteste ensuite la dureté de la répression menée par l'armée française. Mais les travaux historiques les plus sérieux situent aujourd'hui le nombre de victimes algériennes entre 4 000 et 8 000 morts, très loin des chiffres extravagants et des accusations de « génocide » désormais propagés par le régime algérien et relayés en France par certains partis politiques, notamment LFI et les Verts, toujours prompts à reprendre sans nuance la rhétorique victimaire et accusatoire d'Alger contre notre pays.

Cette inflation mémorielle vise à entretenir une culpabilisation permanente de la France afin de masquer les échecs politiques et démocratiques de l'Algérie indépendante et d'empêcher toute lecture équilibrée de l'Histoire.

Les médias oublient également de rappeler qu'en 1945 le Parti communiste français, alors membre du gouvernement du général de Gaulle, soutint activement la répression et réclama lui-même de « passer par les armes les instigateurs de la révolte ».

Mais derrière cette repentance permanente se cache aussi une volonté plus large : faire oublier les crimes du FLN.

Faire oublier les attentats visant des civils.

Faire oublier les enlèvements et disparitions d'Européens en 1962.

Faire oublier les massacres de populations restées françaises.

Faire oublier surtout l'abandon puis l'extermination des Harkis.

Sur ces drames-là, aucun représentant français n'exige de l'Algérie la reconnaissance de ses propres crimes.

Pire encore, Madame Alice Rufo a préféré défiler aux côtés des autorités algériennes au sein d'une manifestation nourrie de slogans violemment accusatoires contre la France, sans jamais avoir un mot pour les victimes françaises de Sétif ni pour les Français d'Algérie et les Harkis massacrés pendant et après la guerre d'Algérie.

Cette posture constitue une humiliation supplémentaire infligée aux mémoires françaises d'Algérie et, au-delà, à la mémoire nationale elle-même.

À force de repentance et de concessions symboliques, Emmanuel Macron légitime une vision falsifiée de l'Histoire où certaines victimes auraient droit à la compassion officielle tandis que d'autres seraient condamnées à l'effacement.

En persistant dans cette politique de repentance unilatérale, le chef de l'État tourne le dos à une partie de l'histoire française et abandonne moralement les Français d'Algérie ainsi que les Harkis.

Cette politique d'abaissement mémoriel constitue une faute historique et politique majeure.

Le Cercle algérieniste refuse que les morts européens et harkis soient rayés de la mémoire collective pendant que la République française se couche devant les exigences d'un régime autoritaire qui entretient depuis plus de soixante ans la haine de la France afin de préserver sa propre légitimité intérieure.

Nous n'accepterons jamais cette mémoire amputée, cette repentance à sens unique et cette humiliation permanente infligée à ceux dont le seul tort fut d'être français.

Suzy Simon-Nicaise
Présidente du Cercle algérieniste